

ARGUMENTAIRE SUR L'ACTUALITÉ EUROPÉENNE

Note hebdomadaire à destination des cadres et élus du Front national

► RÉFÉRENDUM SUR L'INDÉPENDANCE DE LA CATALOGNE

CONTEXTE

Malgré les avertissements très clairs du gouvernement espagnol, le référendum, **organisé par les indépendantistes (très marqués à gauche et soutenus par l'extrême gauche européenne)**, s'est déroulé le dimanche 1er octobre 2017. En dépit des interventions de la police d'Etat pour en empêcher la tenue et l'appel au boycott de leurs adversaires, **les indépendantistes revendiquent leur victoire avec 90,09% de « oui » mais seulement 42,38% de participation.**

Le gouvernement central rejette ce résultat puisque, **selon les termes de la Constitution espagnole de 1978 l'unité de la nation est « indissoluble »**. Le Parlement catalan cherche à faire prévaloir la loi catalane sur la loi espagnole au prétexte de la souveraineté populaire et à prendre son indépendance au motif qu'une partie de la population considère la Catalogne comme une nation distincte.

NOTRE ANALYSE

La volonté séparatiste qui progresse dans plusieurs régions d'Europe pourrait conforter la machine supranationale de l'Union européenne qui avait d'ailleurs créé dans cet esprit en 1994 le Comité des régions, dans la foulée du Traité de Maastricht. L'un des buts à peine dissimulé de la Commission est de démanteler les États-nations au profit d'entités régionales, plus petites donc plus faciles à contrôler et donc potentiellement plus dociles à l'égard des institutions européennes.

Toutefois, Juncker et la Commission sont restés très prudents sur le sujet catalan, indiquant que c'est à l'Espagne de régler ses affaires internes. L'une des raisons pourrait être la situation économique du pays : sans la Catalogne, sa région la plus riche, l'Espagne pourrait connaître une grave crise et provoquer un effet domino sur les autres nations du sud (Italie, Grèce, etc.). Il est toutefois probable que **Bruxelles ne serait pas restée de marbre si une telle utilisation de la force publique avait eu lieu par exemple en Pologne ou en Hongrie...**

Si le gouvernement régional catalan persiste dans sa démarche séparatiste, il sera sans doute déposé par le gouvernement central. **Tout en évitant de s'ingérer dans la vie politique et institutionnelle espagnole**, nous pouvons bien sûr souhaiter qu'une concertation et un dialogue aient lieu afin d'éviter les débordements et les violences. Néanmoins, **le gouvernement Rajoy est légitime à défendre l'unité nationale du pays.**

... / ...

► NÉGOCIATIONS SUR LES MODALITÉS DU BREXIT

CONTEXTE

Suite au choix démocratique exprimé par référendum le 23 juin 2016 par le peuple britannique et au vote du Parlement britannique déclenchant l'article 50 du TFUE, **les négociations concernant les modalités du Brexit se poursuivent**. La Commission européenne, la majorité des groupes au Parlement européen et plusieurs chefs d'États de l'UE – notamment Angela Merkel – souhaitent un *Brexit* « dur », c'est à dire le moins accommodant possible pour le Royaume-Uni. Quant à Macron, il oscille entre cette idée ou, comme il l'a récemment esquissé lors de son discours de la Sorbonne, la possibilité au contraire de passer outre le verdict des urnes et de stopper le processus de *Brexit*, bafouant ainsi la volonté populaire.

NOTRE ANALYSE

L'objectif des partisans d'un Brexit dur est de décourager toute nouvelle tentative de quitter l'UE. En ne cédant rien et en désirant interdire au Royaume-Uni de négocier directement avec les gouvernements nationaux, notamment pour préparer des accords bilatéraux (en matière commerciale en particulier), **la Commission européenne veut faire payer très cher à la Grande Bretagne son choix de recouvrer sa souveraineté.**

La Commission et les dirigeants des pays de l'UE, Nicolas Sarkozy en tête, avaient déjà piétiné la volonté des peuples français et néerlandais lors du référendum de 2005. **Il s'agit, une nouvelle fois, de pénaliser ceux qui envisagent leur avenir hors du cadre contraignant de l'UE.**

Le Brexit peut être une étape vers la refondation du projet européen que nous portons avec nos alliés : nous voulons une Union des nations européennes, plus démocratique et respectueuse des identités comme des intérêts des peuples – parfois communs, mais parfois divergents aussi – qui la composent.